



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N°36 – Du 3 au 16 novembre 2023

## En bref

**Afghanistan** : L'Union européenne annonce une aide humanitaire de 61 MUSD à l'Afghanistan. L'Afghanistan et l'Ouzbékistan signent des contrats commerciaux pour un montant de 1,2 Md USD. Négociations en cours avec les autorités pakistanaises afin de résoudre les blocages de conteneurs au port de Karachi.

**Bangladesh** : L'inflation à nouveau en hausse, à 9,93 % en octobre. Les élections générales auront lieu le 7 janvier 2024. Hausse du salaire minimum de la filière textile à 12,500 Tk (106 EUR). Revue périodique de l'accord « Tout sauf les armes » par la Commission européenne. Signature d'un contrat à long terme avec Excelerate Energy pour 1M tonnes de GNL/an.

**Bhoutan** : Le déficit commercial du Bhoutan se creuse de 6% au cours des neuf premiers mois de 2023.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : Déficit budgétaire contenu – équivalent à 39% de l'objectif annuel à l'issue du premier semestre budgétaire 2023/24. Le programme de distribution gratuite de rations alimentaires à 800 millions de bénéficiaires prolongé 5 ans. Inflation à 4,9 % en octobre, son plus bas niveau depuis quatre mois. *Politique commerciale* : discussions pour un accord de libre-échange avec le Conseil de Coopération du Golfe. L'Inde et les États-Unis renforcent leur chaîne d'approvisionnement dans le cadre de l'IPEF.

**Népal** : Record de transferts de fonds. La croissance des prêts au secteur privé progresse de 2,3 %, favorisée par la baisse des taux d'intérêt. Progression de 6,7% des réserves de change au terme du premier trimestre budgétaire.

**Pakistan** : Le Pakistan est le troisième bénéficiaire des financements chinois pour le développement. Les déficits accumulés par les entreprises publiques auraient représenté 46% des dépenses exécutées dans le budget de l'année budgétaire 2021/22. Le ministère du plan approuve 3 Mds USD de prêts pour les zones touchées par les inondations en 2022. Point sur l'accord de libre-échange (ALE) entre le Pakistan et le CCEAG. La Saudi Aramco propose au major chinois Sinopec de participer au capital de sa future raffinerie. Transferts de migrants : un MoU entre le Fonds monétaire arabe (FMA) basé à Abu Dhabi et la Banque centrale pakistanaise pour renforcer les canaux officiels de transferts. SBP : Baisse significative du spread interbancaire en octobre. Au début de la semaine, la Bourse du Pakistan (PSX) a dépassé 54 000 points, son plus haut niveau depuis 18 ans. Accord des services du FMI sur la première revue de l'accord de confirmation.

**Sri Lanka** : Forte baisse des exportations au mois de septembre. Le numérique à l'honneur dans les accords entre la Chine et le Sri Lanka. Augmentation des tarifs de l'électricité et réforme du secteur. Nouvelle hausse de la TVA. Appel à manifestation d'intérêt pour la privatisation de plusieurs entreprises publiques.

## Afghanistan

### L'Union européenne annonce une aide humanitaire de 61 M USD à l'Afghanistan

Selon le communiqué de l'UE, une enveloppe de 60 M EUR sera allouée aux organisations humanitaires opérant en Afghanistan tandis qu'1 M EUR sera dédié aux organisations localisées au Pakistan, afin de soutenir les migrants afghans ayant fui au Pakistan.

Cette aide vise à couvrir des besoins en matière d'hébergement, de soins de santé, de nutrition et d'eau et d'assainissement. Les Afghans récemment rentrés du Pakistan expriment leur préoccupation concernant l'approche de l'hiver et appellent les agences d'aide humanitaire ainsi que l'administration talibane à leur fournir l'assistance nécessaire. Près de 165 000 migrants afghans sans papiers ont en effet été contraints de quitter le Pakistan à la suite d'un ultimatum fixé par le gouvernement pakistanais, leur accordant la possibilité de partir volontairement avant de risquer une expulsion forcée par le biais de centres de rétention. Le gouvernement pakistanais a justifié cette mesure par des préoccupations sécuritaires liées au risque terroriste.

Au cours des deux décennies de guerre, près de deux millions d'Afghans ont cherché refuge au Pakistan, dont au moins 600 000 depuis le retour des talibans au pouvoir à Kaboul en août 2021, ce qui en fait le premier pays d'accueil pour les réfugiés afghans.

Par ailleurs, l'administration talibane a appelé la communauté internationale à ne pas « politiser » l'aide humanitaire et à continuer à fournir une aide aux citoyens du pays, en particulier ceux qui viennent de rentrer au pays.

### L'Afghanistan et l'Ouzbékistan signent des contrats commerciaux pour un montant de 1,2 Md USD

A l'occasion d'une récente visite du vice-Premier ministre de l'Ouzbékistan, Jamshid Khodjaev, accompagné d'une délégation gouvernementale à Kaboul, les deux pays ont signé des accords commerciaux d'une valeur de 1,2 Md USD. Par

ailleurs, le vice-Premier ministre de l'Ouzbékistan, a déclaré que le ministère de l'Investissement, de l'Industrie et du Commerce de la République d'Ouzbékistan avait élaboré une feuille de route visant à augmenter le volume des échanges commerciaux bilatéraux entre l'Afghanistan et l'Ouzbékistan pour atteindre 3 Mds USD.

### Négociations en cours avec les autorités pakistanaises afin de résoudre les blocages de conteneurs au port de Karachi

L'administration talibane a annoncé avoir entamé des négociations avec les responsables pakistanais pour trouver des solutions aux marchandises en transit bloquées au port de Karachi appartenant aux commerçants afghans.

Le ministre intérimaire de l'Industrie et du Commerce, Noorudin Azizi s'est ainsi entretenu avec le ministre pakistanais des Affaires étrangères pour discuter du transport sécurisé des biens des migrants afghans récemment revenus en Afghanistan, indique un communiqué de l'ambassade d'Afghanistan à Islamabad.

Zabiullah Mujahid, porte-parole du gouvernement taliban, a déclaré qu'il espérait que cette visite serait fructueuse et résoudrait à la fois le problème des marchandises en transit bloquées des commerçants afghans représentant près de 3 000 conteneurs et le problème de transfert des biens des réfugiés afghans.

Pour rappel, des milliers de conteneurs de marchandises de commerçants afghans ont été bloqués au Pakistan. Les autorités pakistanaises affirment avoir perdu des millions de dollars en taxes au regard des marchandises envoyées en franchise de droits depuis ses ports vers l'Afghanistan, pays enclavé, avant d'être réacheminées clandestinement de l'autre côté de la frontière.

## Bangladesh

[L'inflation à nouveau en hausse, à 9,93% en octobre](#)

L'inflation vient de retrouver son niveau de mai 2023, atteignant 9,93% fin octobre (contre 9,6 % en septembre). Elle est alimentée par l'inflation des biens alimentaires, particulièrement forte, à 12,56%.

Dans ce contexte, le gouvernement a lancé une série d'initiatives, incluant la mise en place d'un prix plafond pour certains biens essentiels ainsi que l'importation de produits alimentaires dont les prix flambaient (œufs notamment) et leur vente à prix très réduits par l'entreprise publique Trading Corporation of Bangladesh.

[Les élections générales auront lieu le 7 janvier 2024](#)

La Commission électorale a annoncé la date pour la tenue des élections générales au Bangladesh (scrutin à un tour). Celles-ci auront lieu le 7 janvier prochain.

[Hausse du salaire minimum de la filière textile à 12,500 Tk \(106 EUR\)](#)

Le 7 novembre, après un processus de négociations de branche, le Ministère du Travail du Bangladesh a annoncé une revalorisation du salaire minimum pour les ouvriers non-qualifiés de la filière de confection de prêt-à-porter de +56%, portant celui-ci à 12.500 taka (environ 106 EUR) contre 8.000 taka lors de la dernière revalorisation en 2018. A titre de comparaison, l'inflation s'est établie à 43% sur cinq ans. Cette hausse sera appliquée à partir du 1er décembre.

Le Minimum Wage Board, piloté par le Ministère du Travail, avait annoncé en avril 2023 la formation d'un comité chargé de cette révision, composé de représentants des chefs d'entreprise du prêt-à-porter (au travers de leur association BGMEA), des représentants des employés et de personnes qualifiées. Les salaires minimums du secteur textile doivent être révisés au moins tous les 5 ans.

Après cette annonce, plusieurs manifestations, parfois violentes, ont eu lieu. Plus de 100 usines ont fermé leurs portes, par peur des dégradations. L'association des propriétaires, le BGMEA, a également demandé à l'ensemble de ses membres d'interrompre les recrutements.

Avec 4000 usines, 4 millions d'employés, et près de 90% des exportations du pays, la filière du prêt-à-porter représente une part significative de l'économie du Bangladesh.

[Revue périodique de l'accord « Tout sauf les armes » par la Commission européenne](#)

Une mission de haut-niveau de la Commission Européenne s'est achevée à Dhaka le 16 novembre. Elle avait pour objet la revue périodique du régime Tous Sauf les Armes (TSA), dont le Bangladesh est aujourd'hui le principal pays bénéficiaire. La revue permet de s'assurer que le pays respecte les conditions du TSA, en particulier sur les droits de l'homme et du travail dans le cadre du National Action Plan (NAP) on the Labour Sector (2021-2026) issu des discussions du Comité conjoint UE-Bangladesh de 2019.

Entre 2001, année d'obtention du TSA par le Bangladesh, et 2021, les exportations bangladaises vers l'UE sont passées de 2 Mds USD à plus de 23 Mds USD, dont 90% au titre du secteur textile.

La délégation a salué les progrès sur les enjeux de sécurité des travailleurs mais a pointé les efforts à réaliser sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et des délais dans la mise en œuvre du NAP. Le prochain rapport sur le SPG, détaillant le respect par le Bangladesh des conditions du TSA, sera par ailleurs rendu public fin novembre.

[Signature d'un contrat à long terme avec Excelerate Energy pour 1M tonnes de GNL/an](#)

Petrobangla vient de signer un contrat de long-terme pour s'approvisionner en GNL avec l'entreprise américaine Excelerate Energy. Ce contrat porte sur une capacité de 0,85 Mt par an entre 2026 et 2028 puis 1 Mt jusqu'à 2040. Excelerate possède et opère une des deux unités de regazification du pays, tandis que l'entreprise

a construit la deuxième qui appartient aujourd'hui au groupe Summit.

Le pays dispose déjà d'accord de ce type avec une entreprise omanaise (1Mt) et deux qatari (4,5Mt). Par ailleurs, le Bangladesh a acheté à 21e reprise sur le marché spot cette année, afin de pouvoir à répondre à la demande croissante.

## Bhoutan

**Le déficit commercial du Bhoutan se creuse de 6,0 % au cours des neuf premiers mois de 2023**

Le déficit commercial a augmenté de 6,0 % au cours des neufs premiers mois de l'année calendaire en cours i.e. entre les mois de janvier et septembre 2023. Ainsi, le déficit budgétaire a atteint 578 MUSD fin septembre contre 543 MUSD à la même période l'année précédente.

Ainsi, le déficit est reparti à la hausse, et ce malgré la baisse des importations qui ont diminué de 6,8 % au cours des neuf premiers mois de cette année (par rapport à la même période en 2022), imputable au moratoire gouvernemental sur l'importation de véhicules non essentiels depuis août de l'année dernière et à de la suspension des prêts immobiliers - y compris relatifs à la construction de maisons et d'hôtels - du 9 juin au 31 décembre 2023.

Dans ce contexte, la hausse du déficit commercial s'explique principalement par la chute des exportations, notamment les ventes d'électricité qui ont diminué de 21 % au cours des neuf premiers mois (par rapport à la même période en 2022). En effet, la production d'électricité est passée de 5 984 millions d'unités à 3 497 millions d'unités au cours de la période sous revue, en raison des conditions météorologiques défavorables liées à l'irrégularité de la mousson, entraînant une baisse de la production d'hydroélectricité. Cela a conduit à une diminution de la facture d'exportation du pays, s'établissant à 503 MUSD contre 539 MUSD à la même période l'année dernière. Aussi, le Bhoutan a dû importer pour 21 MUSD d'électricité en provenance de l'Inde au cours de cette période.

Les réserves de devises étrangères s'élèvent à 467 MUSD ; elles demeurent suffisantes pour couvrir 12,08 mois d'importations essentielles, soit 3 MUSD de plus que le seuil constitutionnel de 464 MUSD. Conformément à la Constitution, une réserve de devises étrangères minimale, suffisante pour couvrir le coût d'au moins un an d'importations essentielles, doit être maintenue.

## Inde

*Indicateurs macroéconomiques*

**Déficit budgétaire contenu – équivalent à 39% de l'objectif annuel à l'issue du premier semestre 2023/24**

A l'issue du premier semestre de l'année budgétaire, le déficit budgétaire du gouvernement indien a atteint 39,3 % de l'objectif annuel (contre 37,3 % l'année précédente à la même période). Le déficit est resté sous contrôle grâce au contrôle des dépenses et à un meilleur recouvrement des impôts. Il avait atteint 33,9 % de l'objectif annuel dès fin juillet, suscitant des inquiétudes quant à l'atteinte de l'objectif de déficit - fixé à 5,9 % du PIB - avant de ralentir au cours des mois d'août et de septembre. En septembre, le déficit a ainsi chuté de 24,6 % en glissement annuel pour atteindre 7 Mds USD, le niveau le plus bas de l'année budgétaire.

En valeur, le déficit budgétaire d'avril à septembre s'est élevé à 84 Mds USD, en hausse par rapport aux 72 Mds USD de l'année précédente. En perspectives, les experts estiment qu'il devrait rester contenu dans les mois à venir.

Aussi la forte augmentation des dépenses publiques au cours du premier semestre (+ 16,2 %) - qui ont atteint 252 Mds USD - a été compensée par celle des recettes sur la période : + 17,7 %, dépassant ainsi l'objectif fixé pour l'exercice 2023/24. En septembre, le

recouvrement de l'impôt sur les sociétés a augmenté de 27 %, ce qui représente près de 49 % de l'objectif de l'exercice 2023/24. Au total, les recettes fiscales ont augmenté de 14,7 % jusqu'en septembre, atteignant 132 Mds USD, tandis que les recettes non fiscales ont bondi de 50,2 %.

#### Le programme de distribution gratuite de rations alimentaires à 800 millions de bénéficiaires prolongé 5 ans

Lors d'une déclaration à Ratlam, dans le Madhya Pradesh, le Premier ministre indien Narendra Modi a réaffirmé l'engagement de son gouvernement à aider les citoyens défavorisés en prolongeant le Pradhan Mantri Garib Kalyan Anna Yojana de 5 ans. Ce programme de distribution gratuite de rations alimentaires, lancé en réponse à la crise du Covid-19, a fourni des provisions de base aux 800 millions de bénéficiaires pendant les trois dernières années. Lancé en avril 2020 et prolongé pour la dernière fois en février 2023, il devait se terminer en décembre 2023.

A moins d'un an des prochaines élections générales, le Premier Ministre a ainsi mis en avant les efforts du BJP pour assurer une distribution généralisée de rations gratuites à travers le pays, en offrant aux citoyens la possibilité d'obtenir une carte de rationnement "une nation, une carte". Cette décision devrait avoir un impact budgétaire significatif : pour rappel, pour la seule année 2023, le coût du programme est estimé à 24 Mds USD.

#### Inflation à 4,9 % en octobre, son plus bas niveau depuis quatre mois

En octobre, l'inflation de détail en Inde a atteint son plus bas niveau depuis quatre mois, à 4,9 % - contre 5 % le mois précédent et 6,8 % un an plus tôt (octobre 2022) - principalement en raison de la modération des prix des produits alimentaires et des carburants. L'inflation demeure ainsi en deçà de la limite supérieure de tolérance fixée par la RBI à 6 %.

La baisse de l'inflation est attribuée à une amélioration de l'approvisionnement et à une pression réduite des produits alimentaires, en

particulier des légumes. Bien que les prix des carburants aient également baissé, les prix des céréales, des légumineuses et des épices exercent toujours une pression. L'inflation rurale s'est maintenue à 5,1 %, tandis que l'inflation urbaine a atteint 4,6 %.

Les taux d'intérêt resteront élevés, selon le gouverneur de la RBI, Shaktikant Das, qui a souligné la nécessité de surveiller de près l'évolution de l'inflation. Les experts estiment que la RBI pourrait ajuster les taux à la baisse d'ici août 2024.

#### Politique commerciale

##### Discussions pour un accord de libre-échange avec le Conseil de Coopération du Golfe (CCG)

L'Inde et le CCG ont entamé des discussions sur un accord de libre-échange. L'Inde vise à accéder au marché aisé de la région du CCG pour ses marchandises et à obtenir des concessions sur les visas pour ces travailleurs, tout en attirant des investissements. Bien que l'intégration d'un chapitre sur l'investissement dans l'accord soit envisageable, les détails des négociations ne sont pas encore à l'ordre du jour. Le CCG, composé de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, du Koweït, du Qatar, du Bahreïn et d'Oman, avait déjà manifesté un intérêt préalable pour cet accord de libre-échange.

##### L'Inde et les États-Unis renforcent leur chaîne d'approvisionnement dans le cadre de l'IPEF

L'Inde, les États-Unis et 12 autres membres de l'Indo-Pacific Economic Framework for Prosperity (IPEF) ont conclu le 15 novembre un accord sur la résilience de la chaîne d'approvisionnement. L'IPEF est une initiative économique lancée par le président américain Joe Biden le 23 mai 2022, composée de 4 piliers (i) commerce, (ii) résilience des chaînes de valeur, (iii) énergies propres, décarbonation et infrastructure et (iv) fiscalité et anti-corruption. Cet accord vise à réduire la dépendance à l'égard de la Chine et à déplacer la production de biens cruciaux vers les nations membres. Les 14 pays membres de l'IPEF, dont l'Inde, l'Australie, les États-Unis, le Japon, les Fidji, la Corée, la

Nouvelle-Zélande, Singapour et la Thaïlande, représentent 40 % du produit intérieur brut mondial et environ un tiers du commerce mondial de biens et de services.

« L'Inde rejoint les États-Unis et 12 autres partenaires de l'IPEF pour signer l'accord sur la résilience de la chaîne d'approvisionnement de l'IPEF, un accord international inédit qui renforcera et consolidera les chaînes d'approvisionnement mondiales, favorisera l'adaptabilité, la stabilité et la durabilité », a déclaré Piyush Goyal, ministre du Commerce et de l'Industrie, dans un message sur les réseaux sociaux. Les membres devraient annoncer la conclusion des négociations pour les piliers de l'économie propre et de l'économie équitable cette semaine. L'accord vise à rendre les chaînes d'approvisionnement de l'IPEF plus résilientes, robustes et bien intégrées, contribuant au développement économique de la région dans son ensemble.

L'Inde a traditionnellement évité les groupements commerciaux dirigés par les États-Unis, soutenant qu'elle n'était pas en mesure de prendre des engagements contraignants. Toutefois, compte tenu des relations bilatérales fortes et de l'émergence de l'IPEF en tant que plateforme visant à contrebalancer l'influence économique de la Chine, l'Inde s'est engagée dans ces pourparlers cruciaux, bien que l'Inde se refuse toujours à rejoindre le pilier commercial de l'accord.

## Népal

### Record de transferts de fonds

Selon le dernier rapport de la Banque centrale népalaise, la Nepal Rastra Bank (NRB) les transferts de fonds ont atteint un nouveau record au cours du mois népalais d'Ashoj, couvrant la période de mi-septembre à mi-octobre, avec un montant de 136 milliards NPR (soit près d'un milliard USD), soit une augmentation de 30 % par rapport à la même période l'année précédente, et le montant le plus élevé jamais enregistré en un seul mois. Au total,

depuis le début de l'exercice budgétaire (débuté mi-juillet 2023) les entrées de transferts de fonds s'établissent à un montant de l'ordre de 365 Mds NPR (2,7 Mds USD) à mi-octobre.

Les responsables de la NRB soulignent que le Népal enregistre traditionnellement des rentrées plus importantes de fonds pendant le mois en question, en raison de la célébration du plus grand festival du pays « Dashain ». De plus, cette augmentation des flux de transferts s'explique également par celle du nombre de travailleurs népalais à l'étranger. D'après les informations de la NRB, le nombre de personnes ayant obtenu des permis de travail au cours du premier trimestre de l'année budgétaire s'élève à 113 397, tandis que 49 297 ont renouvelé leurs permis de travail.

### La croissance des prêts au secteur privé progresse de 2,3 %, favorisée par la baisse des taux d'intérêt

Au cours des trois premiers mois de l'exercice budgétaire en cours, les prêts accordés au secteur privé par les banques et les institutions financières népalaises ont augmenté de 109 Mds NPR (820 MUSD). Cette croissance de 2,3 % des prêts au secteur privé par les institutions financières représente une amélioration par rapport à l'augmentation de 59 Mds NPR (+1,3 %) enregistrée pendant la même période de l'exercice budgétaire précédent (soit environ 440 MUSD).

Pour information, les banques ont disposé d'un montant excédentaire de fonds prêtables, en raison d'une faible demande d'emprunt et d'une augmentation des dépôts (liée à l'afflux de transferts de fonds de la diaspora). Invoquant la faible demande de prêts, les banques ont réduit leurs taux d'intérêt de base de 0,13 % au cours de l'année écoulée. À la mi-octobre de l'année dernière, le taux moyen des banques commerciales était ainsi de 10,11 %, contre 9,98 % il y a un mois.

Parallèlement, les banques nationales ont également annoncé leur intention de réduire leurs taux d'intérêt à un chiffre à partir de vendredi. Selon un rapport public publié, cinq

d'entre elles ont réduit leur taux d'intérêt moyen à 9,74 %, contre 10,25 % précédemment.

#### Progression de 6,7% des réserves de change au terme du premier trimestre budgétaire

Les réserves de change ont augmenté de 6,7% lors des trois premiers mois de l'exercice budgétaire, passant de 1,54 Mds NPR mi-juillet à 1,64 Mds NPR mi-octobre. Au cours de cette période, les réserves en dollars ont augmenté de 5,3% pour atteindre 12,3 Mds USD. Selon les responsables de la NRB, les réserves actuelles sont suffisantes pour soutenir 12,4 mois d'importations de biens et 10,3 mois en intégrant les services.

## Pakistan

#### Le Pakistan est le troisième bénéficiaire des financements chinois pour le développement

Selon le rapport annuel d'AidData, un centre de recherche américain consacré au développement économique, de 2000/2001 à 2020/2021, la Chine a octroyé 70,3 Mds USD de financements pour soutenir le développement du Pakistan. Le portefeuille financier de la Chine au Pakistan est constitué à 98% de prêts à taux concessionnels (sur la période, le taux concessionnel moyen sur les prêts était de 3,72 %, avec une maturité moyenne de 9,84 ans et un délai de grâce de 3,74 ans), le solde étant constitué de dons.

Au cours de l'année budgétaire 2011/2012, les financements chinois ont dépassé pour la première fois les financements américains. Ainsi, alors que les financements chinois n'étaient qu'1,6 fois plus importants que les financements américains en 2013, ce ratio s'est établi à 22,4 en 2020/21.

Sur les vingt années étudiées, la répartition des financements chinois s'établit comme suit :

-l'énergie a capté 40 % des financements (soit 28,4 Mds USD) ce qui représente 10,2% des engagements énergétiques mondiaux de la Chine, et fait du Pakistan le premier bénéficiaire

des financements énergétiques chinois au monde, devant l'Angola et le Vietnam ;

- le soutien budgétaire et la participation du fonds chinois SAFE (State Administration of Foreign Exchange) a représenté 30% des financements ;

- le secteur des transports (dont l'économie portuaire) a représenté 14% des financements.

#### Les déficits accumulés par les entreprises publiques auraient représenté 46% des dépenses exécutées dans le budget de l'année budgétaire 2021/22

Alors que les services du FMI ont demandé au gouvernement un rapport sur la gestion des entreprises publiques (SOE), la Fédération des chambres de commerce et d'industrie du Pakistan (FCCIP) a abordé ce sujet dans son rapport « Impact of IMF Programmes : A Context of Pakistan ».

La FCCIP estime que le règlement des dettes des 212 sociétés publiques et notamment des sociétés électriques, des sociétés de transport gazier, de la compagnie d'aviation PIA et de l'aciérie Pakistan Steel Mills était passée sur une période qui correspond à la mandature du Premier ministre M. Imran Khan de 9,2 % du budget en 2018/2019 à 46,2 % en 2021/2022. Les financements sont passés soit sous forme de subventions, soit sous forme de crédits pour dépenses imprévues, au détriment de projet de construction (dépenses liées au PSDP - budget de développement-) en fin d'exercice budgétaire

#### Le ministère du plan approuve 3 Mds USD de prêts pour les zones touchées par les inondations en 2022

Le ministère de la planification et des initiatives spéciales a annoncé avoir approuvé 21 projets de développement qui ont été décidés dans la foulée de la Conférence internationale de Genève sur la résilience du Pakistan au changement climatique du 9 janvier 2023. Ces financements destinés aux zones touchées par les inondations de 2022 représentent un montant total de 3 Mds USD.

### Point sur l'accord de libre-échange (ALE) avec Conseil de Coopération des Etats arabes du Golfe (CCEAG)

A ce stade, le projet d'ALE avec le CCEAG qui circule dans les capitales arabes du Golfe depuis le 1er octobre 2023 comprend 14 chapitres, dont les biens, les services, le commerce électronique, les procédures douanières, le règlement des la concurrence, les recours commerciaux, la propriété intellectuelle et les petites et moyennes entreprises et un chapitre déterminant concernant la sécurité des investissements.

La partie saoudienne aurait indiqué qu'elle était globalement satisfaite par le projet d'ALE mais qu'il fallait y ajouter une clause d'arbitrage international des différends liés à l'investissement intégrant un recours possible au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Les équipes techniques du Qatar et d'Arabie saoudite auraient participé au cours du mois d'octobre à un nouveau cycle de discussions concernant l'ALE CCEAG-Pakistan consacrée à une clause d'investissements.

Le SIFC, l'organe militaro-civil chargé d'attirer les investissements, considère qu'il faut répondre aux besoins de sécurité en matière d'investissements des investisseurs du CCEAG par un Accord de promotion et de protection bilatérales des investissements (APPI). A la demande du SFIC, une entorse serait faite au code des marchés publics en permettant d'embaucher des consultants recommandés par les entreprises des Etats du Golfe afin d'accélérer le processus d'investissements au Pakistan.

### La Saudi Aramco propose au major chinois Sinopec de participer au capital de sa future raffinerie

Selon les études de faisabilité technique, commerciale et financière de la Saudi Aramco, le complexe pétrochimique : (i) sera établi à Hub, en grande banlieue de Karachi (30 km de distance), mais dans la province du Baloutchistan ; (ii) devrait produire annuellement 8 millions de tonnes de diesel et 6 millions de tonnes d'essence correspondant aux spécifications Euro

5 ; (iii) le capital de départ du complexe pétrochimique s'établira à 3 Mds USD (à moitié contrôlé par Saudi Aramco ; à 35% contrôlé par Pakistan State Oil Ltd ; à 15% par un consortium de sociétés pétrolière pakistanaïses formé de OGDCL, PPL et GHPL) ; (iv) En matière de construction deux options se présentent : soit Sinopec Engineering qui aurait la préférence saoudienne, soit la « China Road and Bridge Corporation » (CRBC) ; (v) les financements complémentaires devraient être pris en charge en partie par une levée d'actions et en partie par des prêts.

Mais ce schéma pourrait être modifié : Les experts saoudiens ont demandé au SIFC d'approcher la société pétrolière chinoise Sinopec et la Banque of China pour tester si ces entités sont intéressées par une participation financière complémentaire à celle de Saudi Aramco au projet dont la construction est estimée à 10 Mds USD.

L'organe militaro-militaire SFIC indique qu'il a obtenu de la part du gouvernement de transition que le projet de raffinerie et de complexe pétrochimique opère en franchise d'impôts sur une période de 20 ans.

### Transferts de migrants : un MoU entre le Fonds monétaire arabe (FMA) basé à Abu Dhabi et la Banque centrale pakistanaïse devrait renforcer les canaux officiels de transferts

Le MoU vise à établir un cadre de coopération entre le « Buna », le système de paiement transfrontalier exploité par l'Organisation régionale arabe de compensation et de règlement des paiements (ARPCSO), détenue l'organisation par le FMA, et Raast, le système de paiement électronique dédié aux migrants (contrôlé par la SBP).

La SBP a indiqué que cette opération s'inscrivait dans la politique visant à accroître les transferts de migrants via des canaux formels, instantanés, sûrs et rentables, mais aussi en renforçant les liens économiques, financiers et d'investissement entre les pays arabes et le Pakistan.

### SBP : Baisse significative du spread interbancaire en octobre

Le spread de change entre le marché interbancaire et le marché ouvert est dans la limite de 1,25 % en octobre (source SBP). Il est à son niveau le plus bas depuis 18 mois, mais demeure dans la cible du FMI. En revanche, selon le Business recorder, les services du FMI pointent la persistance des problèmes de paiements en attente et le fait que les importations restent en partie contrôlées par la SBP.

### Au début de la semaine, la Bourse du Pakistan (PSX) a dépassé 54 000 points, son plus haut niveau depuis 18 ans

Lundi 6 et mardi 7 novembre 2023, le PSX a dépassé les 54 000 points avant de redescendre à 53 400 points. Cette situation reflète la très forte montée de la valeur de la cotation des banques commerciales qui anticipent une conclusion positive de la revue du FMI en cours à Islamabad et le renforcement de la confiance des investisseurs rassurés par l'annonce d'élections générales le 8 février 2024.

### Accord des services du FMI sur la première revue de l'accord de confirmation

La visite à Islamabad du 2 au 15 novembre des équipes du Fonds monétaire international, conduite par le chef de mission Nathan Porter, s'est conclue par un accord des services (staff level agreement – SLA) sur la première revue de l'accord de confirmation (stand-by arrangement – SBA) de 3 Mds USD.

L'approbation de cette revue sera soumise à un vote au Conseil d'administration du Fonds dans les prochaines semaines et devrait donner lieu au décaissement de 528 M DTS (700 M USD), auquel viendraient s'ajouter des aides budgétaires de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement pour un montant total d'1 Md USD.

Le Fonds salue les engagements du gouvernement de transition sur le plan de la consolidation budgétaire, de la réduction de la dette circulaire de l'électricité, le retour à un taux de change déterminé par le marché, la réformes des entreprises publiques, les améliorations du

cadre pour attirer des investissements, soutenir l'emploi tout en continuant à renforcer l'aide sociale, l'ensemble sur fond de légère amélioration de la situation économique du pays.

## Sri Lanka

### Forte baisse des exportations au mois de septembre

Selon la Banque centrale srilankaise (SLBC), en septembre, les exportations se sont élevées à 972 MUSD soit une baisse 10 % en g.a. Il s'agit de la plus mauvaise performance depuis le mois d'avril 2023. Alors que le poste « produits agricoles » parvient à maintenir une croissance modérée (+4,9%), les produits industriels affichent une contraction de 12,7% imputable en grande partie au secteur de le textile/habillement (-24,6%) qui représente 46% du total des exportations. En septembre, les exportations de vêtements vers les Etats-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni ont baissé respectivement de 34%, 24% et 4,6%.

Sur les 9 premiers mois de l'année, les exportations affichent également une baisse 10% en g.a. Toutes les catégories sont en baisse à l'exception de celle des produits agricoles qui reste stable (+0,3%) grâce au secteur du thé dont les exportations sont en croissance (+5,7%). Parmi les produits industriels, les exportations de la filière textile/habillement affichent la plus forte contraction (-20%) avec des baisses de 25% aux Etats-Unis, 18% en Union Européenne et 16% au Royaume-Uni.

### Le numérique à l'honneur dans les accords entre la Chine et le Sri Lanka

Lors de la visite du Président Ranil Wickremesinghe en Chine, un accord avec l'entreprise Huawei a été signé afin d'améliorer la numérisation des écoles à Sri Lanka. Cet accord prévoit la fourniture de logiciels et de matériel informatique. Pour mémoire, Huawei dispose également de partenariats avec des universités srilankaises et leur fournit une assistance technologique. Lors de cette visite, le Président

sri-lankais a souligné l'importance du rôle du gouvernement chinois et de l'entreprise Huawei dans la numérisation du système éducatif. Par ailleurs, Ranil Wickremesinghe a rappelé le lien entre croissance économique à Sri Lanka et l'autonomisation des citoyens sri-lankais grâce au développement du numérique.

Un protocole d'accord entre *Alipay* (Alibaba group, la première plateforme chinoise de ventes en ligne) et la société sri-lankaise, *LankaPay*, le réseau national de paiement numérique à Sri Lanka, a également été signé. Le partenariat apportera une solution de paiement numérique et pourrait remplacer les paiements en espèces à l'instar d'*Apple Pay* ou de *Google Pay*. Ce partenariat vise à faciliter les transactions transfrontalières et domestiques. En effet, les consommateurs sri lankais pourront payer avec *Alipay* auprès de ses partenaires à travers le monde et auprès de 400 000 commerçants qui disposent d'un *lankaQR* à Sri Lanka. Des utilisateurs en provenance des Philippines, de Singapour, de Corée du Sud et Thaïlande par exemple, pourront utiliser *Alipay* à Sri Lanka.

#### Augmentation des tarifs de l'électricité et réforme du secteur

Le 20 octobre, la commission indépendante sur les tarifs publics (*Public Utilities Commission of Sri Lanka*) a approuvé une nouvelle augmentation de tarifs de l'électricité demandée par *Ceylon Electricity Board* au titre de l'application de la formule de révision qui permet de prendre en compte l'évolution des coûts de production. L'augmentation pour les ménages varie entre 18 et 20% selon les niveaux de consommation. Elle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre. Par ailleurs, à la demande du FMI, le gouvernement a décidé que la révision tarifaire se ferait désormais trimestriellement alors qu'elle était jusqu'à présent semestrielle, afin de permettre une meilleure adéquation avec les coûts de production.

Par ailleurs, le 31 octobre, le ministre de l'énergie a exposé en conseil des ministres une réforme du secteur de l'électricité qui sera présentée prochainement au parlement. Définie avec le soutien de la Banque mondiale, cette réforme

prévoit un démembrement de l'entreprise publique CEB afin, selon les propos du Ministre « d'augmenter l'efficacité, la transparence, la concurrence et de permettre une participation des entreprises privées dans le secteur électrique ». Dans le cadre de cette réforme, les infrastructures de production hydroélectrique devraient demeurer la propriété de l'Etat. A ce sujet, depuis début octobre, grâce à la forte pluviométrie, la part de l'hydroélectricité dans la génération électrique a été supérieure à 50% avec des pics à 70%. Enfin, dans le cadre de sa politique de développement des énergies renouvelables (objectif de 70% d'énergies renouvelables dans le mix électrique d'ici 2030), CEB a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour la construction et l'exploitation pendant une durée de 20 ans de deux centrales solaires flottantes d'une capacité de 100 MW chacune.

#### Nouvelle hausse de la TVA

Lors de la première revue du programme en cours avec le Sri Lanka qui s'est achevée le 19 octobre, les services du FMI ont souligné l'insuffisance de la collecte fiscale. Bien qu'en hausse de 38% sur les 7 premiers mois de l'année dans un contexte de forte inflation, la collecte serait en deçà de 10% par rapport aux objectifs agréés avec le Fonds. Cette contre-performance s'explique par la récession que traverse le pays, par la baisse des droits de douanes et des droits d'accises dans un contexte de recul des importations et par la difficulté de l'administration fiscale à l'élargir la base fiscale, le nombre de contribuables, que ce soit les personnes physiques soumises à l'IR ou les sociétés soumises à l'IS restant très faible. Pour pallier ces mauvais résultats, le gouvernement a été contraint d'augmenter une nouvelle fois la TVA de 15 à 18% après une augmentation de 12% à 15% en septembre 2022. Cette mesure entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024. La consolidation budgétaire est l'un des principaux piliers du programme fondée sur une hausse de la collecte, le gouvernement s'étant engagé à réduire le déficit budgétaire primaire à 0,7% du PIB en 2023 puis à dégager un excédent primaire de 0,8% du PIB en 2024 et de 2,3% en 2025.

### Appel à manifestation d'intérêt pour la privatisation de plusieurs entreprises publiques

Dans le cadre du programme de privatisation qui constitue un volet important de la réforme des entreprises publiques agréée avec le FMI et la Banque mondiale, le gouvernement a pré-identifié sept entités. Pour cinq d'entre-elles à savoir *Lanka Hospital*, *Sri Lankan Airlines*, *Canwil Holdings* (Grand Hyatt Hotel Colombo), *Hotel developers* (Hilton Hotel Colombo) et *Sri Lanka Telecom*, les appels à manifestation d'intérêt ont été lancés au cours des dernières semaines et sont accessibles sur le site [Ministry of Finance - Sri lanka \(treasury.gov.lk\)](http://Ministry_of_Finance_-_Sri_lanka_(treasury.gov.lk)). Pour les deux sociétés restantes, à savoir *Sri Lanka Insurance corporation*, et *Litro Gas* (LPG), les appels à manifestation d'intérêt devraient intervenir dans les prochains mois. S'agissant de *Sri Lankan Airlines*, le gouvernement est conseillé par la Société financière internationale (SFI, Groupe Banque mondiale). La privatisation de la compagnie aérienne inclura ses filiales catering et manutention.



Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)